

Informations de base	
2021/2946(DEA) DEA - Procédure d'acte délégué	Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur
Règles relatives aux contrôles officiels des envois de produits biologiques et de produits en conversion destinés à l'importation dans l'Union et au certificat d'inspection Complétant 2014/0100(COD) Subject 3.10.09.04 Agriculture biologique 3.70.17 Label et étiquetage écologique européen, écoconception	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	AGRI Agriculture et développement rural		

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
21/10/2021	Publication du document de base non-législatif	C(2021)07387	Résumé
21/10/2021	Période initiale pour l'examen de l'acte délégué 2 mois		
10/11/2021	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
06/01/2022	Pas d'opposition à l'acte délégué par le Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2021/2946(DEA)
Type de procédure	DEA - Procédure d'acte délégué
Sous-type de procédure	Examen d'un acte délégué
Modifications et abrogations	Complétant 2014/0100(COD)
État de la procédure	Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur
Dossier de la commission	AGRI/9/07496

Portail de documentation			
Commission Européenne			
Type de document	Référence	Date	Résumé

Document de base non législatif	C(2021)07387	21/10/2021	Résumé
Document annexé à la procédure	C(2021)8944	06/12/2021	
Document annexé à la procédure	C(2022)0570	27/01/2022	
Document annexé à la procédure	C(2022)1334	28/02/2022	
Document annexé à la procédure	C(2022)1880	23/03/2022	
Document annexé à la procédure	C(2022)3290	16/05/2022	
Document annexé à la procédure	C(2026)3114	05/05/2026	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Règles relatives aux contrôles officiels des envois de produits biologiques et de produits en conversion destinés à l'importation dans l'Union et au certificat d'inspection

2021/2946(DEA) - 21/10/2021 - Document de base non législatif

Le présent **règlement délégué** de la Commission **complète le règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil** relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologique, en ce qui concerne i) les règles relatives au certificat d'inspection, un document accompagnant chaque envoi de produits biologiques importés dans l'UE, et ii) les contrôles officiels effectués par les États membres avant la mise en libre pratique dans l'Union des produits biologiques originaires de pays tiers.

Contexte

Le règlement (UE) 2018/848 établit qu'un produit biologique ou en conversion peut être importé d'un pays tiers pour être mis sur le marché dans l'Union, si ce produit est conforme aux règles de l'Union en matière de production biologique ou provient d'un pays tiers ou d'une autorité de contrôle dont les systèmes de production biologique et de contrôle ont été reconnus comme équivalents. Le règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2022.

Pour permettre aux autorités compétentes de vérifier si les produits importés sont conformes au règlement (UE) 2018/848, les envois de produits destinés à l'importation devraient être couverts par un certificat d'inspection délivré par l'autorité de contrôle ou l'organisme de contrôle reconnu du pays tiers après la réalisation des vérifications pertinentes des envois. Pour y parvenir, des règles supplémentaires sont nécessaires.

Contenu

L'acte délégué de la Commission établit des règles concernant:

- **la vérification**, dans les pays tiers, des envois de produits destinés à être mis sur le marché dans l'Union en tant que produits biologiques ou en tant que produits en conversion. Chaque envoi devrait être couvert par un certificat d'inspection délivré par l'autorité de contrôle ou l'organisme de contrôle du pays tiers après la réalisation des vérifications pertinentes des envois. Ces vérifications devraient toujours comprendre un contrôle documentaire et, selon le risque, un contrôle physique sur l'envoi;
- **le contenu du certificat d'inspection**, la manière dont il est délivré et les moyens techniques utilisés pour sa délivrance. Ces règles couvrent également les obligations des autorités compétentes des États membres à l'égard de l'extrait du certificat d'inspection. L'autorité ou l'organisme de contrôle délivrera dans le système expert de contrôle des échanges (TRACES) - le certificat d'inspection conformément au modèle et aux notes figurant dans l'annexe;
- **les contrôles officiels** sur les produits entrant dans l'Union en provenance de pays tiers et destinés à être mis sur le marché de l'Union en tant que produits biologiques ou en tant que produits en conversion;
- **les mesures d'enquête** à prendre par les autorités compétentes, les autorités de contrôle et les organismes de contrôle des pays tiers en cas de manquement présumé ou établi au règlement (UE) 2018/848;
- les obligations des autorités de contrôle et des organismes de contrôle délivrant le certificat d'inspection en cas d'indisponibilité du système informatique TRACES, ainsi que les dispositions transitoires concernant les certificats d'inspection au format papier et leurs extraits.

L'acte délégué a fait l'objet de discussions approfondies avec les États membres au sein du groupe d'experts sur la production biologique.

Règles relatives aux contrôles officiels des envois de produits biologiques et de produits en conversion destinés à l'importation dans l'Union et au certificat d'inspection

2021/2946(DEA) - 11/05/2015

Le Conseil a **examiné la proposition** de règlement sur l'agriculture biologique **en vue de parvenir à une approche générale**. Il a fait des progrès significatifs sur un certain nombre d'articles, mais certains États membres ont demandé plus de temps pour approfondir la réflexion sur certaines questions sensibles telles que **les contrôles et la présence de substances ou produits non autorisés dans les produits organiques**.

Produits ou substances non autorisés dans les produits de l'agriculture biologique: les délégations ont exprimé des vues divergentes sur la façon de parvenir à une approche harmonisée. Certains pays ont plaidé pour des seuils juridiquement contraignants comme prévu dans la proposition initiale de la Commission, tandis que d'autres préféreraient plutôt s'appuyer sur le système existant de contrôle dans le processus de production.

Systèmes de contrôle: les délégations étaient divisées sur le mécanisme régissant la fréquence des contrôles. Nombre de pays de l'UE voudraient conserver le système des inspections physiques obligatoires annuelles à intervalle réguliers. D'autres se sont prononcées en faveur de la création d'un système de contrôle fondé sur le risque.

La présidence étudie la possibilité d'atteindre une orientation générale sur cette question lors de la réunion du Conseil en Juin avant de lancer les négociations avec le Parlement européen.